

« Des traces au patrimoine » : mémoire et histoire des habitants de l'îlot Chieusse-Pasteur de l'Estaque.

Entretien avec Ramzi Tadros

Dossier

Ramzi Tadros, bibliothécaire, documentaliste et historien de formation, a fondé et dirige l'association *Approches Cultures Territoire* (ACT). Depuis 2006, ACT est un centre de ressources qui développe des actions d'expertise, de formation, de programmation culturelle et d'édition. Ces actions ont pour but de mettre en évidence l'histoire et la culture des immigrations et des territoires comme parties intégrantes du patrimoine dans un contexte de difficultés et de tensions sociales, économiques et politiques, qui favorise des représentations discriminantes de « l'Autre » et un repli identitaire de plus en plus grand. Ramzi Tadros a publié, entre autres, *Pluralité culturelle en actes : un nouvel enjeu pour les bibliothèques publiques* (avec Cécile Ghioldi et Raymond Romano pour la collection Médiathèmes de l'ABF en 2004), *10 ans de Villes-Lecture en PACA, quel avenir ?* (CRI PACA, 2001), et une contribution à l'ouvrage *Le livre arabe en France dans les bibliothèques et l'édition* (avec Laurence Mazaud, pour l'Institut du Monde Arabe en 1999).

FS : Cher Ramzi Tadros, pouvez-vous revenir sur ce qu'est l'association *Approches Cultures & Territoires* ?

RT : L'association *Approches Cultures & Territoires* (ACT) a été créée en 2005 à Marseille. C'est un centre de ressources sur les questions de diversité culturelle et d'histoire des immigrations et des territoires. L'idée forte d'ACT est d'éviter l'écueil d'une valorisation de l'histoire des immigrations qui serait perçue uniquement comme une histoire particulière. Il s'agit, bien au contraire, d'affirmer la reconnaissance de ces immigrations comme partie intégrante de la culture et du patrimoine communs de la France.

FS : Quelles sont les modalités d'action d'ACT ?

RT : Le travail d'ACT se réalise de plusieurs manières. Nous organisons des événements grand public, comme des conférences, des projections-débats, etc. Et aussi des formations-actions à destination des professionnels. Nous animons et coordonnons des réseaux d'acteurs autour des questions d'histoire et de mémoires des immigrations, en particulier, le *Réseau régional Histoire et Mémoire des Immigrations et des Territoires* (RHMIT¹). Dans ce cadre, nous accompagnons des actions et de la formation d'acteurs autour de ces formes de patrimonialisation. Enfin, nous publions des

outils en direction des acteurs du patrimoine, comme les catalogues de ressources culturelles sur les territoires.

FS : La dimension territoriale semble très forte dans vos activités...

RT : Le projet « Mémoires des territoires », lancé par ACT, en 2008, vise en particulier à valoriser l'histoire et la mémoire de quartiers, dont rien ne laisserait à penser qu'ils puissent être envisagés de ce point de vue. Il s'agit aussi de donner aux citoyens la possibilité d'y accéder, de se l'approprier et de participer ou d'initier des projets sur cette thématique. Le projet s'est concentré sur trois territoires de Marseille : Littoral Nord (15^e et 16^e arrondissements) ; Vallée de l'Huveaune (10^e arrondissement) ; Grand Saint-Barthélémy (13^e et 14^e arrondissements). Tout cela, dans une logique de partenariats avec des acteurs locaux de la culture, de l'éducation, du social et du patrimoine. Ce projet a abouti à la publication de deux catalogues de ressources culturelles. Cette diversité des acteurs et des problématiques liés aux questions d'histoire des immigrations, à travers la prise en compte du patrimoine culturel de l'histoire et de la mémoire des immigrations, la diversité culturelle, sans parler des questions spécifiques à la création artistique ou à l'éducation... rend nécessaire, pour ACT, l'adaptation des outils aux différents besoins.

FS : Nous croyons savoir que ce projet et cette manière d'envisager le patrimoine ne sont pas sans lien avec les institutions du patrimoine.

RT : En effet, dans le même temps, nos actions ont trouvé un écho dans le *Musée d'Histoire de Marseille* (MHM), qui a comme projet et comme mission scientifique et culturelle, dans le cadre de sa rénovation lancée en 2011, de s'ouvrir à l'histoire contemporaine récente – de 1945 à nos jours, – jusqu'alors absente de ses collections. Cette dimension inclut, de fait, un intérêt affirmé pour les aspects interculturels et la diversité culturelle de la ville et de sa composition.

FS : C'est à la croisée de ces pratiques institutionnelles du patrimoine et de vos actions de patrimonialisation, peut-être plus ancrées socialement, territorialement... que ACT travaille à présent ?

RT : C'est clairement dans le cadre de ces deux programmes (celui du MHM et celui d'ACT), à la croisée de pratiques professionnelles – celles que mettent en œuvre un Musée d'Histoire et un Centre de ressources associatif, – que le projet « Des Traces au Patrimoine » a vu le jour. Il s'agit d'un projet de collecte participative de tracés et de plans d'architectes, d'objets matériels, de photographies, de matériaux audiovisuels, de mémoires orales (extraits de l'enquête en cours auprès d'anciens habitants) qui permet de retracer la mémoire et l'histoire des habitants et des espaces situés dans les îlots d'habitations Chieusse-Pasteur – un ensemble d'habitations, à présent rasé, qui se situait dans le quartier de l'Estaque. Tout ce processus de patrimonialisation a pour visée de montrer l'importance historique et patrimoniale de cet ensemble d'habitation contemporain dans sa dimension interculturelle. Cette dynamique, mise au service d'un projet tout à la fois scientifique et citoyen, fonde un partenariat innovant. Il s'appuie sur l'élaboration, exigeante et partagée, d'un ensemble de concepts et de pratiques solides, sur les plans du savoir scientifique – entre autres, dans le domaine des sciences sociales, – et du savoir-faire professionnel, qui permet de parler de cette mémoire et de cette histoire des habitants et des espaces Chieusse-Pasteur absents, ou peu représentés, dans les collections des établissements patrimoniaux de Marseille.

FS : Le choix de cet îlot d'habitations n'est pas anodin...

RT : Cette action de patrimonialisation concerne des espaces généralement considérés comme marginaux. Ceux-ci sont de plusieurs natures et formes : ils sont, certes, matériels et immatériels, mais surtout hybrides, non traditionnels, et se rattachent à ce que nous pouvons désigner comme interculturel. Ainsi, cette action, qui « patrimonialise » ce type

d'espaces marginalisés, questionne le processus même de patrimonialisation. Elle dessine une opposition indépassable : comment pouvons-nous « patrimonialiser » ce qui est hors du champ de la culture nationale ? Si « *aujourd'hui, tout est potentiellement patrimonial* », comme l'explique le géographe Guy Di Méo (2008), tout n'est pas « patrimonialisé ». Des pans entiers du social, de la culture et de la ville sont négligés, alors qu'ils témoignent de manière forte d'une part importante de l'histoire contemporaine. De ce fait, la question initiale, que nous nous posons, n'est pas tant « de quoi allons-nous parler ? », mais « qu'allons-nous faire ? »

FS : Comment ce désir d'agir dans le domaine du patrimoine se concrétise-t-il ?

RT : Face à cette contradiction, il nous importe d'engager ces espaces du social ou de la ville non encore patrimonialisés vers cette rupture, dont parle Jean Davallon, qui est chercheur en sciences de la communication². Nous souhaitons engager ce que nous collectons sur Chieusse-Pasteur vers cette rupture dans le temps, qui le fasse changer de statut. Nous nous attachons, pour ce faire, à franchir chaque étape de la découverte à la connaissance approfondie de ce quartier, de l'authentification à la monstration et à la transmission des éléments qui en constituent la mémoire et l'histoire.

FS : Comment favoriser cette rupture ?

RT : En progressant d'étape en étape, nous renvoyons aux producteurs ou contributeurs, qu'il s'agisse d'acteurs associatifs, de professionnels impliqués, d'habitants concernés, tous soucieux de « collecter ensemble » dans l'optique de faire patrimoine commun, les questions qui se posent du point de vue de la connaissance ou de l'authentification de documents ou d'objets, de la monstration ou de la transmission d'images ou de récits oraux. Il a fallu, par exemple, trouver les moyens indispensables à la mise en œuvre de cette action, chercher comment convaincre les acteurs multiples et variés de l'intérêt de la démarche, et conjuguer leurs lectures divergentes des objectifs de ce projet, impliquer les acteurs

locaux (associations et habitants), réguler des concurrences de légitimité... Ainsi, l'interculturel devient un outil, un analyseur du processus de patrimonialisation. C'est d'ailleurs à ce titre qu'ACT a intégré le GIS *Institutions patrimoniales et pratiques interculturelles*³ (IPAPIC) pour lequel la problématique interculturelle, dans sa valeur « dissensuelle », représente un outil d'interrogation, voire d'action, du patrimoine et des processus de patrimonialisation dans nos sociétés et entre elles.

FS : Quelles ont été les étapes de ce projet de patrimonialisation ?

RT : Ce projet, qui regroupe aujourd'hui des acteurs et des chercheurs – qui travaillent à l'intégration de cet îlot à l'histoire et au patrimoine de Marseille, – et des établissements patrimoniaux de la ville, qui souhaitent combler les carences de leurs collections en matière d'histoire contemporaine du territoire et notamment des quartiers populaires, démarre en réalité en 2008-2009. C'est dans le cadre d'un projet collectif, « Quartiers de mémoire »⁴, à l'occasion duquel ACT menait une collecte autour des patrimoines de l'immigration, que la maquette d'un village auto-construit par des travailleurs immigrés, dans les années 1950, apparaît. Il s'agissait de l'îlot Chieusse-Pasteur, reproduit par les architectes de l'association *Face à Face*. Deux ans plus tard, ACT publie le catalogue de ressources culturelles et pédagogiques sur le territoire des 15^e et 16^e arrondissements de Marseille, dans lequel est signalé le travail d'une école élémentaire qui a utilisé cette maquette comme support de la mémoire du quartier. En 2013, alors que la maquette est encore dans les locaux de l'école de l'Estaque, le directeur cherche une possibilité de la préserver et de maintenir son accessibilité. Ce qui est remarquable, en termes de patrimonialisation, c'est que la question de ce « mérite d'être conservé », de ce qui fait patrimoine, émane d'un acteur local.

ACT a établi le contact entre le dépositaire de la maquette et le MHM. Un projet se met rapidement en place pour faire entrer celle-ci dans les collections du musée. En même temps,

ACT soumet la question dans le cadre des séminaires du GIS IPAPIC. Dans l'année qui suit, le GIS IPAPIC, le MHM et ACT proposent une journée d'étude autour des questions que cette maquette pose du point de vue de sa patrimonialisation.

Trois phases se sont donc succédées : le moment de repérage de cette maquette et de ses acteurs, la construction de la démarche de conservation, sa légitimation en tant que patrimoine et, par là, de la mémoire des habitants. Cette maquette est entrée dans ce circuit de patrimonialisation par un concours de circonstances exceptionnelles. Reste à savoir, bien sûr, comment il est possible de faire un travail plus systématique. Qu'existe-t-il ailleurs, dans Marseille, qui mériterait d'entrer dans un processus de patrimonialisation comparable ? Comment repérer ces éléments patrimoniaux invisibles ? Quoi qu'il en soit, à partir de ces questions, les différents acteurs de ce projet ont considéré que cette expérience méritait analyse et capitalisation pour servir d'exemple, dans le futur, à la mise en œuvre de processus de patrimonialisation.

FS : Et, avec cet ensemble d'acteurs – militants associatifs, chercheurs et agents du patrimoine, – ce processus de patrimonialisation s'est formalisé sous l'aspect d'un projet d'action-recherche développé dans le cadre du GIS IPAPIC et soutenu par le Ministère de la culture et de la communication⁵ ?

RT : Oui, ce projet a permis de rapprocher acteurs de terrain, établissement patrimonial et chercheurs dans une démarche collective d'action et de recherche. Cela a contribué à prolonger le travail initié sur l'îlot Chieusse-Pasteur et à aboutir à la mise en valeur de la mémoire du lieu et de ses habitants. L'inscription de cette action de patrimonialisation dans le cadre de l'appel à projets d'action-recherche initié par le GIS IPAPIC et le Ministère de la Culture l'engageait sur le long terme. La suite, espérons-le, concernera d'autres territoires et d'autres mémoires de travailleurs ou d'immigrés, habitant notamment les quartiers populaires. Cette dynamique d'action-recherche a

également permis d'expérimenter une méthodologie de travail et d'en pérenniser les modalités entre des établissements patrimoniaux et culturels de la ville de Marseille, des chercheurs et des associations agissant dans le domaine.

FS : Quel enseignement peut-on tirer d'une telle expérience ?

RT : D'abord, qu'il y a un besoin impérieux de travailler l'histoire commune à partir des gisements de mémoire inexplorés qui existent. Ensuite, qu'un travail plus systématique de patrimonialisation, mais aussi plus collectif et collaboratif, est nécessaire sur le long terme face à l'immensité de la tâche.

FS : Quels ont été jusque-là les principaux résultats de ce projet ?

RT : Nous sommes parvenus à cinq types de réalisation. Tout d'abord, nous avons pu organiser une collecte centrée sur les rues Chieusse et Pasteur. Cela signifie dresser un état des connaissances et des ressources sur le sujet, produire des récits et rassembler des objets. Il a fallu, ensuite, développer des partenariats et des conventions avec les services spécialisés de trois établissements patrimoniaux et culturels de la ville de Marseille : le centre de documentation du Musée d'Histoire de Marseille, le département de documentation régionale de la BMVR et la bibliothèque des Archives Municipales de Marseille, puis mettre en réseau l'ensemble de ces professionnels. Troisièmement, nous avons élaboré un carnet de recherche en ligne : « Marseille, ville-monde : mémoire, histoire, patrimoine⁶ », hébergé sur la plateforme *Hypothèses*, pour collecter et référencer collectivement des productions scientifiques et culturelles, des ouvrages, des manifestations culturelles, des partenaires, des personnes ressources... autour du projet. A cela s'ajoute un temps de restitution publique sous la forme d'une exposition. Du 1^{er} décembre 2015 au 31 janvier 2016, ACT et le MHM ont présenté une partie de la collecte participative menée avec des associations et des habitants. Enfin, ACT a signé une convention générale de coopération avec la Ville de Marseille qui porte

sur les enjeux de transmission et de valorisation du patrimoine matériel et immatériel lié à l'histoire contemporaine de la ville, celle des migrations et des quartiers populaires.

Notes

- 1 <http://www.rhmit-paca.fr/index.php>
- 2 Jean Davallon. Du patrimoine à la patrimonialisation (communication). http://preac.crdp-paris.fr/fileadmin/user_upload/Ressources/2012/1_Jean_Davallon.pdf
- 3 <http://ipapic.eu/>
- 4 <http://www.approches.fr/Quartiers-de-memoire-Histoire>
- 5 Cet appel à projets de recherche, initié par le Ministère de la culture et de la communication en 2011, « vise à mieux connaître la façon dont les institutions patrimoniales (musées, centres d'archives, bibliothèques, services patrimoniaux de collectivités locales) et autres acteurs concernés par des processus de patrimonialisation (muséums, centres culturels scientifiques et techniques, centres culturels de rencontre...) prennent en compte la complexité des sociétés contemporaines et les changements culturels mondiaux (...). Cet appel à projets de recherche a également pour objectif de favoriser une démarche partagée entre institutions, laboratoires de recherche et associations ».

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Recherche-Enseignement-superieur-Technologie/La-recherche/Dialogue-interculturel/Appel-a-projets-de-recherche-2014-Pratiques-interculturelles-dans-les-processus-de-patrimonialisation>

6 <http://villemonde.hypotheses.org>

Références

- Di Méo, G. (2008). Processus de patrimonialisation et construction des territoires. *Colloque Patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser*, septembre 2007, Poitiers-Châtelleraut, pp.87-109. La Crèche : Geste Editions. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00281934/document>



Patrimoines en devenir

Coordination : Gilles Suzanne

Entretiens

« *Des traces au patrimoine* » :
mémoire et histoire des habitants de l'îlot Chieuse-Pasteur de l'Estaque

- Entretien avec Ramzi Tadros

Association Save Alex (Alexandrie)

- Entretien avec Ahmed Hassan Moustafa

Association Bel Horizon (Oran)

- Entretien avec Kouider Metair

Association Racines (Casablanca)

- Entretien avec Adel Essaadani

Etude

La vallée de l'Huveaune en projet : une histoire de « trame écossaise »

- Bernard Barilero

Lecture

Ces Marseillais venus d'Orient. L'immigration libanaise à Marseille aux XIX^e et XX^e siècles.

Auteur : Liliane Rada Nasser

- Elsa El Hachem Kirby & Cesare Mattina

Introduction Dossier

- Gilles Suzanne

Récits publics et scénographies de l'histoire des années 1970 à nos jours

- Maryline Crivello

Processus transverse de patrimonialisation et fabrique de soi. L'exemple de la « Coordination Patrimoines et Créations »

- Gilles Suzanne

« *Partage de mémoires gitanes* ».

Quand le Museon Arlaten se met à l'épreuve du participatif...

- Aurélie Samson & Céline Salvetat

Récits et savoirs en marche. La balade, rite d'hospitalité et de valorisation patrimoniale

- Samia Chabani

L'archéologie urbaine à Saigon-Ho Chi Minh-Ville. Documentation, sensibilisation et recherche appliquée

- Nguyễn Thị Hậu

Les prémisses de l'urbanisation de Saigon-Ho Chi Minh-Ville. Empreintes du patrimoine culturel français sur l'évolution urbaine locale

- Ton Nu Quynh Tran